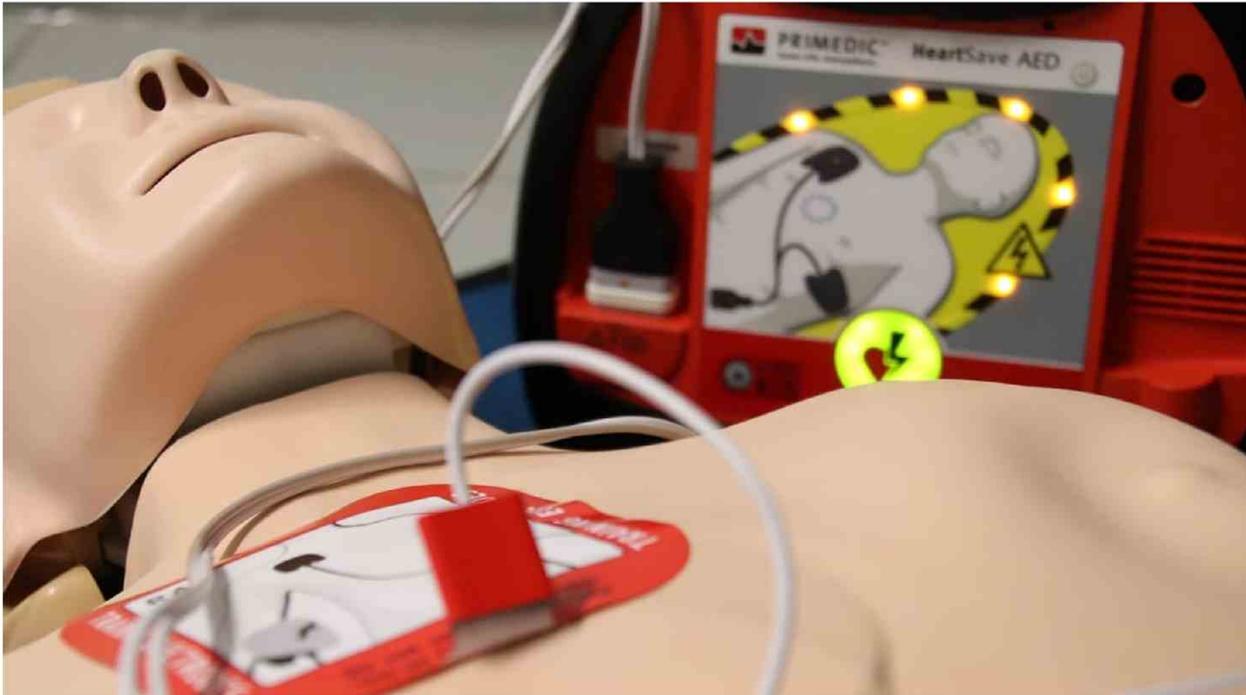




## INFO RMC. Près d'un tiers des défibrillateurs cardiaques installés en France seraient hors service

**RMC** [rmc.bfmtv.com/actualites/societe/sante/info-rmc-pres-d-un-tiers-des-defibrillateurs-cardiaques-installes-en-france-seraient-hors-service\\_AV-202502030131.html](http://rmc.bfmtv.com/actualites/societe/sante/info-rmc-pres-d-un-tiers-des-defibrillateurs-cardiaques-installes-en-france-seraient-hors-service_AV-202502030131.html)



Solène Leroux

Le 03/02/2025 à 07h23 - mis à jour le 03/02/2025 à 18h16

Huit mois après une première alerte, la société de maintenance Matecir Defibril tire de nouveau la sonnette d'alarme: 30% des presque 500.000 défibrillateurs en France seraient hors service.

Un enjeu de santé publique. Près d'un tiers des défibrillateurs cardiaques installés en France seraient hors service, d'après une projection de la société de maintenance Matecir Defibril que révèle RMC. En effet, 30% des 500.000 défibrillateurs en France présenteraient un dysfonctionnement grave qui les rendraient HS s'ils étaient utilisés sur des victimes.

Selon cette société, rien n'a changé huit mois après une première alerte lancée à ce sujet. Entre 40.000 à 50.000 Français meurent chaque année d'un arrêt cardiaque, et malgré le déploiement de nouveaux défibrillateurs, "le taux de survie en France à l'arrêt cardiaque est l'un des plus faibles de l'OCDE", rappelle Thibaut Antoine-Pollet, président de l'entreprise Locacoœur.

Alors que tous les établissements recevant du public doivent avoir au moins un défibrillateur dans leurs locaux, "à quoi bon déployer des centaines de milliers de défibrillateurs si c'est pour qu'ils soient déficients par défaut d'entretien?", s'étonne Thibaut Antoine-Pollet.

Dans le détail, sur près de 2.500 appareils testés par la société, 40% des défibrillateurs sont fonctionnels sans souci, près de 30% présentent un dysfonctionnement grave qui les rendraient HS s'ils étaient utilisés sur des victimes et 30% présentent des problèmes de péremptions de consommables (piles, électrodes...).

**"Un sujet qui concerne tout le monde"**



Pourtant, le bon fonctionnement des défibrillateurs est un enjeu de santé publique. Des batteries déchargées, des électrodes périmées... Ces dysfonctionnements peuvent avoir des conséquences dramatiques. "On a quatre minutes pour agir en cas d'arrêt cardiaque et chaque minute écoulée, c'est 10% de chance de survie en moins. Chaque minute compte, il faut absolument être en mesure d'utiliser un défibrillateur pour choquer une victime", explique Paul Dardel, fondateur de l'application Staying Alive, qui cartographie les défibrillateurs.

Le docteur rappelle la nécessité des défibrillateurs pour lutter contre la mort subite. "L'arrêt cardiaque, c'est 50.000 morts par an, c'est un sujet qui n'est pas pris au sérieux par les autorités et les collectivités. On parle régulièrement avec les départements, les sapeurs-pompiers, les Samu, etc, on voit la difficulté à convaincre les élus de l'importance de ce sujet qui touche tout le monde, pas seulement les personnes âgées. Par exemple, ça a servi à sauver un enfant de 3 ans l'année dernière. C'est un sujet qui concerne tout le monde".

## Clarifier la loi comme pour les extincteurs

---

D'où la nécessaire surveillance de ces appareils, qui incombe à leurs propriétaires. "Aujourd'hui, certaines communes, entreprises, qui ont le droit légalement de faire la maintenance de leurs défibrillateurs, il y a parfois des manquements", assure Nicolas d'Agostino de l'entreprise de maintenance Matecir Defibril.

Les exploitants de ces appareils ne savent pas toujours qu'ils doivent les entretenir. C'est pourquoi il faut clarifier la loi, comme pour les extincteurs, insiste le militant de longue date et docteur Bruno Thomas-Lamotte:

“Il y a des textes précis, il y a une définition de la formation des techniciens, il y a une visite annuelle, puis une visite la 5<sup>e</sup> année. C'est défini, c'est fait, il n'y a pas de discussion".

Hubert Ott, un député MoDem du Haut-Rhin a déposé un texte en ce sens à l'Assemblée nationale. Il espère être entendu rapidement par le gouvernement.

Solène Leroux

